

Les scénarios pour l'arrivée de TF1 en Belgique se réduisent

PUBLICITÉ Le refus du CA de la RTBF a de nombreuses conséquences

► TF1 devra passer par Transfer ou créer sa propre régie.

► La crainte de voir la valeur du marché publicitaire chuter est bien présente.

Les choses se compliquent pour TF1 suite au rejet mercredi par le CA de la RTBF de toute collaboration avec lui. Son option privilégiée, à savoir rentrer rapidement sur le marché belge via une grande régie publicitaire locale sans devoir investir est enterrée. Les quatre principales régies du pays : IP (RTL), SBS (Vier, Vijf), Mediaaan (VTM) et désormais RMB (RTBF) lui ont fermé la porte au nez. Passage en revue des différentes options qui s'offrent encore à lui et des conséquences de la décision du CA de la RTBF.

1 Transfer. Cette petite régie flamande est la seule à avoir remis une offre à TF1. Elle est spécialisée dans les décrochages publicitaires de chaînes étrangères thématiques (MTV, Cartoon Network, National Geographic...) et travaille aussi pour les télés locales. TF1 va-t-il signer avec elle ? Ce n'est pas certain. Il nous revient que si TF1 a relancé la RTBF ces derniers jours, c'est précisément parce que la solution Transfer n'était pas optimale pour lui.

« Elle n'est pas équipée pour gérer un client aussi important. Il va falloir que TF1 investisse pour la mettre à niveau que ce soit en moyens humains, matériels (lo-

giciels...), or sa situation financière n'est pas bonne. » D'autres font valoir les compétences de l'équipe – la patronne est une ancienne d'IP, la régie de RTL – et le fait que derrière la régie, on retrouve un actionnaire américain puissant (70 %) : Fox Network Group, filiale de 21^e Century Fox.

2 Une régie propre. Si TF1 estime que Transfer n'est pas un partenaire suffisamment solide, il pourrait être contraint de créer sa propre régie en Belgique. C'est un cas de figure que le groupe veut éviter car c'est un chantier long et coûteux à un moment où TF1 a justement besoin d'argent. Cela comporte aussi un risque financier. En 1989, lors de la première tentative de TF1 pour entrer sur le marché belge francophone, c'est cette option qui avait été retenue. Une équipe avait été constituée et était prête à travailler. Face à l'opposition politique, le groupe français avait finalement dû renoncer et tout démanteler, perdant au passage un gros paquet d'argent.

3 TF1 abandonne. Cela fait vingt-cinq ans que TF1 essaie de rentrer sur le marché belge. Il a toujours renoncé à concrétiser ses ambitions. Pourquoi n'en serait-il pas de même cette fois-ci ? Cette question, plus grand monde ne se la pose encore : parce que la détermination de TF1 semble n'avoir jamais été aussi grande et qu'aucun instrument légal ne permet de s'opposer à son arrivée. Gilles Pellisson, le PDG du groupe, l'a encore répété dans une interview à nos confrères de l'*Echo* ce mercredi : il veut monétiser les audiences

importantes qu'il réalise en Belgique (15 %) dès la rentrée de septembre. Il faut dire que le groupe français est aux abois. Son bénéfice net a encore chuté de 58 % en 2016. Il a besoin d'argent et estime que son entrée sur le marché belge lui permettrait de grappiller 10 à 20 millions d'euros.

4 Quelles sont les conséquences pour la RTBF ?

Jean-Paul Philippot, administrateur général de la RTBF, a prévenu ses administrateurs mercredi. En cas de refus de collaboration avec TF1, il y aura des conséquences importantes pour l'entreprise, estimant qu'une certaine d'emplois sont en jeu. A la RTBF, certains considèrent que si le monde politique ne compense pas le préjudice qu'il a lui-même créé, l'entreprise ira au-devant de grosses difficultés opérationnelles. Hasard du calendrier, le débat sur le futur contrat de gestion de la RTBF et donc sur la hauteur des moyens financiers à lui allouer débutera dans quelques jours. Il y a fort à parier que le dossier TF1 va s'inviter dans les discussions.

Ce qui s'est passé au CA de mercredi va aussi laisser des traces. Rarement Jean-Paul Philippot aura été à ce point en rupture avec son conseil. Aucun administrateur ne l'a suivi, y compris dans sa propre famille politique (PS). Des questions se posent au sein du monde politique sur l'évolution de la RTBF, jugée par certains trop commerciale... L'épisode TF1 n'a fait que renforcer la conviction de ceux qui estiment que la RTBF fait

fausse route. Une remise à plat plus profonde que prévu des obligations de l'opérateur public dans le cadre du futur contrat de gestion n'est pas à exclure.

5 Quelles sont les conséquences pour le marché des médias ? Nombreux sont ceux qui estiment que la victoire de Philippe Delusinne (patron de RTL) sur Jean-Paul Philippot - il n'a pas ménagé ses efforts pour faire capoter un deal entre RTBF et TF1 - est en réalité une victoire à très court terme. « Pour son ego, c'est très bien, estime un observateur averti du marché. Il n'a pas voulu prendre TF1 en régie et a ensuite, via son lobbying politique, empêché la RMB de le faire pour ne pas qu'elle devienne plus forte qu'IP. Mais en réalité, le fait qu'aucune régie franco-

phone ne prenne TF1 est un désastre pour l'écosystème média du sud, et tout le monde va le payer bien cher, RTBF comme RTL. »

Le raisonnement est le suivant. En jetant TF1 dans les bras d'une régie flamande, on prend le risque de voir le prix des spots publicitaires chuter au sud du pays. Cet effet « prix » pourrait être bien plus pénalisant que la simple perte de parts de marché liée à l'entrée d'un nouvel acteur francophone.

« Transfer, c'est une toute petite régie - à peine un zodiac - à qui on va confier un paquebot : TF1. Ce sont des challengers et leur bataille se jouera, comme ils l'ont toujours fait, sur le terrain des prix. Pourquoi agiraient-ils autrement ? Ils n'ont rien à perdre

au sud du pays et doivent convaincre les annonceurs de venir chez eux. »

Selon notre interlocuteur, il aurait fallu qu'une régie francophone prenne TF1 pour le contrôler, pour préserver la valeur du marché et pour négocier avec lui des engagements en matière de production... « Maintenant que tout le monde l'a repoussé, je vois mal TF1 s'investir dans la production locale et veiller à maintenir des prix corrects. On va donner une tournure agressive à cette arrivée alors qu'on pouvait avoir une approche beaucoup plus politique. Ce n'est pas la bonne façon de faire rentrer un acteur qui peut potentiellement détruire la valeur de ce marché. » ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER